



Impact de la diffusion des associations variétales de blé sur le secteur des semences

Stéphane Lemarié, Aline Fugerey-Scarbel. UMR GAEL.



Introduction

- ❖ Quelles seraient les conséquences de la commercialisation d'associations de variétés de blé ? Focalisation sur le cas où ces associations sont réalisées à partir de variétés inscrites au Catalogue, et réalisées par l'obteneur ou le producteur de semences
- ❖ Scénario correspondant au développement commercial de pratiques aujourd'hui mises en œuvre par certains agriculteurs.
- ❖ Le produit en lui-même ne change pas fondamentalement, mais il fait l'objet d'un commerce sur le marché des semences.
- ❖ Questions :
 - ❖ Ce scénario est-il compatible avec les réglementations qui encadrent le fonctionnement de ce marché ?
 - ❖ Quel est l'intérêt économique des obtenteurs et multiplicateurs à s'engager dans cette voie ?

OBJECTIFS ET METHODES

Méthode

❖ Entretiens semi-directifs auprès de:

❖ Institutionnels du secteur des semences

- Ministère de l'Agriculture, CTPS, GNIS (dont SOC), Geves

❖ Obtenteurs

- 5 entreprises de sélection travaillant le blé

❖ Producteurs de semences

- 3 entreprises coopératives

⇒ Comptes-rendus d'entretiens validés par les personnes enquêtées

❖ Recueil de données secondaires

- Sites internet, documentation professionnelle, presse...

Plan de la présentation

- ❖ Rappel sur la réglementation semences
- ❖ Intérêt des agriculteurs
- ❖ Le processus d'autorisation (évaluation des associations)
- ❖ La multiplication et la certification

LA REGLEMENTATION SEMENCES

La réglementation sur les semences

- ❖ Principe général : assurer un bon fonctionnement du marché en définissant un standard de qualité minimum. Ce type de standard limite les problèmes liés aux asymétries d'informations entre l'offre et la demande sur ces marchés.
- ❖ Les deux volets de la réglementation :
 - ❖ Inscription au catalogue officiel. Critères DHS et VATE.
 - ❖ Certification des lots de semence commercialisés. Contrôle de la pureté variétale, taux de germination, etc.

Ce que dit la réglementation sur les associations en céréale à paille

- ❖ La Directive européenne 66/402 prévoit une autorisation de commercialisation pour les mélanges de semences de différentes variétés de céréales à paille
 - ❖ Condition d'efficacité dans la lutte contre la propagation de certains organismes nuisibles
 - ❖ Les composants de l'association doivent répondre, avant mélange, « aux règles de commercialisation qui leur sont applicables »
- ❖ Non transposée en droit français. Différentes discussions ont eu lieu au sein du CTPS mais n'ont pas abouti pour le moment.

Quelques cas avec une réglementation sur des associations variétales

- ❖ Au Danemark sur les céréales à paille – orge notamment
 - ❖ Directive européenne transposée
 - ❖ Evaluation des associations sur les caractéristiques des variétés pures les composant
 - ❖ Validation par le SEGES et AgriFishAgency puis autorisation de l'association
 - ❖ Une utilisation qui reste marginale
- ❖ En France sur d'autres espèces: fourragères, colza, orge hybride
 - ❖ Directive 66/401 sur les mélanges de fourragères transposée en droit français
 - ❖ Associations variétales de colza liées à la technique d'hybridation: DHS sur variétés pures et VATE sur association; identification des composants par coloration des semences

INTERET DES AGRICULTEURS

Un intérêt des agriculteurs encore à confirmer selon les acteurs rencontrés

- ❖ Manque d'éléments factuels sur les services rendus par les associations, plusieurs résultats contradictoires
- ❖ En cas d'impact positif avéré sur la résistance aux maladies:
 - ❖ Permettrait de réduire l'utilisation de produits phytosanitaires: intérêt dans le contexte réglementaire actuel
 - ❖ Intérêt en particulier pour les agriculteurs des zones à potentiel de rendement limité et pour les agriculteurs/éleveurs (moins de contraintes sur le choix des variétés)
- ❖ Complexification du semis (PMG) et de l'utilisation des outils d'aide à la décision
- ❖ Levier des CEPP

CONCEPTION ET AUTORISATION DES ASSOCIATIONS

Conception de l'association

- ❖ Par l'obteneur à partir de ses propres variétés
 - ❖ Peu d'impact a priori sur le schéma de sélection
 - ❖ Variétés probablement trop homogènes
- ❖ Par le producteur de semences à partir de variétés d'obteneurs différents
 - ❖ Modification du rapport entre acteurs de la filière
 - Inquiétude des obteneurs sur la perte de visibilité pour leurs variétés, et donc la perte d'identification et de visibilité pour leur entreprise
 - => parallèle avec les marques de distributeurs
 - ❖ Question sur la redistribution des royalties
- ❖ Intérêt des associations pour les variétés très résistantes mais avec un potentiel de rendement inférieur à celui des variétés élites
 - ❖ Elargissement de l'accès au marché pour certaines variétés

Evaluation et autorisation des associations

- ❖ Exigence de la directive: les associations doivent être de nature à limiter la propagation de certains organismes nuisibles
- ❖ Un certain nombre de questions: Quels critères d'évaluation? Quels type d'essais? Quelle(s) instance(s) seraient responsables de cette évaluation?
- ❖ L'évaluation de toutes les associations paraît impossible (trop grande diversité).
- ❖ Possibilités:
 - ❖ Définition d'un cahier des charges à dire d'experts
 - ❖ Traduction de ce cahier des charges en règlement technique de commercialisation? Ou en principe de recommandation (non officiel)
 - ❖ Travail sur des simulations du comportement des variétés en mélange
 - ❖ Evaluation s'appuyant sur les organismes disposant de réseaux d'essais: Arvalis, INRA, Geves
 - ❖ Validation par le CTPS
 - ❖ Quid de la post-inscription?

Deux scénarios pour l'autorisation et l'évaluation des associations

- ❖ Autorisation « légère » sur dossier :
 - ❖ Risque d'avoir un nombre important d'associations autorisées
 - ❖ Besoin plus critique de l'évaluation post-inscription
 - ❖ Financement de cette évaluation post-inscription
- ❖ Autorisation après évaluation :
 - ❖ Force les demandeurs à faire un tri préalable
 - ❖ Risque de décourager les initiatives et de limiter l'offre
- ❖ Une question clef : est-ce que le « marché des associations » sera dominé par un nombre limité ou un grand nombre d'associations? Favoriser une autorisation légère dans le second cas.

MULTIPLICATION ET CERTIFICATION DES ASSOCIATIONS

Deux grands scénarios : l'association est faite après/avant la multiplication

- ❖ Production de variétés pures et mélanges réalisés en fin de chaîne, juste avant la livraison à l'agriculteur
 - ❖ Temps de travail supplémentaire
 - ❖ Equipement spécifique: bascule de circuits, containers-peseurs, cellules dédiées
- ❖ Association variétales réalisées par l'obteneur ou le multiplicateur avant la multiplication
 - ❖ Question de la responsabilité quant aux proportions des variétés composant l'association variétale
 - ❖ Nécessite des étapes supplémentaires avant le semis qui peuvent rallonger les délais

Éléments d'appréciation sur ces deux scénarios

- ❖ Faire le mélange après la multiplication est le scénario le plus simple, qui nécessite peu de modification des procédures des certification
- ❖ Les deux scénarios conduisent à des surcoûts qu'il conviendrait d'évaluer plus précisément :
 - ❖ La multiplication des semences de céréales à paille est une activité à faible valeur ajoutée (concurrence des semences fermières)
 - ❖ Les délais de production sont très serrés (culture d'hiver).
Optimisation des plannings des stations de semences
- ❖ Ce qui est le plus économique pour l'agriculteur qui produit un mélange n'est pas forcément ce qui est le plus économique pour la station de semence qui gère une gamme entière de produits

CONCLUSION

Principaux freins à la commercialisation d'associations

- ❖ Un intérêt pour les agriculteurs à confirmer
- ❖ Une procédure d'autorisation à inventer
 - ❖ En fonction de l'utilisation de nombreuses associations sur de petites zones géographiques, ou de l'utilisation d'un nombre restreint d'associations sur des zones géographiques importantes
- ❖ Un impact sur le coût de production à évaluer
 - ❖ Calcul du surcoût: ce chiffrage est complexe car lié à des coûts fixes sur les installations